



Décision n° 2019-27

Avis conforme sur demande de régularisation de travaux, constructions et installations effectués dans le cœur du Parc national et soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP 006 132 18 B 0015
Pétitionnaire : ORY Yves, domicilié « Sur le Gez 10 – case postale 7, 2340 Le Noirmont (Suisse) »
Nature de la demande : régularisation de travaux ayant abouti à une modification de façade et à la construction d'un abri de douche extérieur
Localisation : vallon du Caïros, Fromagine, parcelle n°180 section J de la commune de Saorge

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, R.331-19 et R.331-67,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-1 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU le rapport de manquement administratif n°PA/2018/PNM/ROY/02 daté du 14 août 2018 ainsi que les observations formulées par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline, datées du 07 septembre 2018,

VU l'arrêté de mise en demeure n°2018-13 daté du 13 novembre 2018,

VU la déclaration préalable DP 006 132 18 B 0015, enregistrée en mairie le 24 décembre 2018 ainsi que les pièces complémentaires enregistrées le 31 janvier 2019 et le 04 février 2018,

VU le dossier de demande de régularisation déposé auprès du directeur du Parc national du Mercantour par Monsieur ORY Yves en date du 07 décembre 2018, relatif à des travaux de mise aux normes du réseau d'assainissement individuel présent sur la parcelle n°180 section J de la commune de Saorge ainsi que les pièces complémentaires transmises en date du 31 décembre 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 février 2019,

Considérant que les travaux présentés à la déclaration préalable ont eu pour objectif de restaurer une façade d'appentis qui s'était partiellement écroulée et d'agrandir l'ouverture d'accès,

Considérant que les pièces contenues à la déclaration indiquent également la réalisation de travaux de modification d'huisseries extérieures sur l'appentis et le bâtiment à usage saisonnier d'habitation,

Considérant que ces travaux ont modifié de manière substantielle l'aspect extérieur du bâtiment, celui-ci étant un « casoun » traditionnel de la Roya, défini par la modalité n°22 d'application de la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du parc national,

Considérant que la transformation du casoun en lieu d'habitation est antérieure à la réglementation issue du décret de 2009 et qu'il convient a minima, de rendre possible la réalisation des travaux de rénovation afin de permettre le maintien dans le temps de l'édifice et de ses abords, à condition que ceux-ci s'inscrivent dans le paysage, la tradition architecturale et l'identité du bâti ainsi que dans les procédures en vigueur,

Considérant que les travaux présentés à la déclaration préalable ont également eu pour objectif de construire un abri de douche extérieur, lequel n'est raccordé à aucun système de collecte et d'assainissement des eaux usées,

Considérant que dans son dossier de demande de régularisation, relatif aux travaux de mise aux normes du réseau d'assainissement individuel présent sur sa propriété de Fromagine, Monsieur ORY signifie au Directeur du Parc national du Mercantour que les installations sanitaires extérieures actuellement non raccordées au réseau, seront « *supprimée(s) pour le 31 octobre 2020* »,

Considérant que dans sa correspondance du 04 février 2019 relative à la DP n°006 132 18 B 0015, Monsieur ORY déclare renoncer « au cabanon douche »

Décide :

Article 1 :

Aux conditions définies aux articles suivants, le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable à la régularisation des travaux effectués par Monsieur ORY Yves sur la façade du bâtiment situé sur la parcelle n°180 section J de la commune de Saorge.

Le présent avis ne vaut pas autorisation de régularisation du cabanon douche auquel Monsieur ORY Yves a renoncé par modification de sa déclaration préalable le 04 février 2019.

Article 2 :

Cet avis favorable est assorti des prescriptions particulières suivantes, à la charge du pétitionnaire :

2.1. Les retouches de maçonnerie autour des ouvertures de l'appentis et de la façade Nord du casoun d'habitation seront réalisées sans recouvrement des pierres, de même qu'au niveau du marche-pied.

Le surplus de mortier sera repiqué de sorte à former des joints fins et irréguliers entre les pierres ; celles-ci seront brossées si besoin.

Les résidus de repiquage seront intégralement collectés et évacués vers une installation de traitement autorisée.

2.2. Les éléments extérieurs de huisserie en bois (volets à double battants et volet de porte à simple battant en façade Sud, volet de porte à simple battant en façade Nord) peints en bleu seront décapés pour leur faire retrouver la teinte naturelle du bois.

2.3. Le décapage sera réalisé dans un espace confiné. Les résidus de décapage et de ponçage devront être intégralement collectés et évacués vers une installation de traitement autorisée.

2.4. Tout nouveau traitement des bois devra être réalisé à l'aide de produits naturels.

Article 3 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Article 4 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie du présent avis sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 5 :

Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

Cet avis conforme ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 6 :

Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 11 février 2019



Le Directeur Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER